

# **TRANSITION ÉCOLOGIQUE** **LES MAIRES SENTINELLES** **DE L'ENVIRONNEMENT**

PAR CHRISTOPHE ROBERT

Bien que les travaux de la COP 26 à Glasgow s'achèvent avec toujours aussi peu d'ambition, la prise de conscience de la nécessité d'agir face à l'urgence climatique s'amplifie. C'est ce qui explique que la transition écologique fasse aujourd'hui partie du quotidien de nombreux maires. Une réalité qui montre bien que si les efforts au niveau global doivent s'intensifier, au niveau local les dossiers progressent plus vite.

Interdiction progressive de l'usage du plastique, nouvelle réglementation énergétique dans le bâtiment avec la RE2020, zéro artificialisation nette (ZAN) des sols à l'horizon 2050 avec la récente loi "Climat et résilience" du 22 août 2021... Tandis que l'État avance timidement avec ses nouvelles réglementations, sur le terrain, on préfère s'atteler à faire de la transition écologique une réalité immédiate avec des solutions concrètes. Une préoccupation qui correspond d'ailleurs plus que jamais aux attentes des habitants. Lors des derniers scrutins municipaux de 2020 en effet, pour 47 % des Français, la principale priorité du nouveau mandat devait être de "préserver l'environnement sur le territoire de la commune", loin devant la sécurité (34 %), la lutte contre le chômage (30 %) ou encore la réduction des dépenses de personnel (15 %). Un message reçu cinq sur cinq par les équipes municipales

**"Les maires peuvent agir sur le climat en changeant le comportement des habitants."**

**Léonore Moncond'huy, maire de Poitiers**



© DR

qui ont été marquées par un important taux de renouvellement avec l'installation de près de 40 % de nouveaux maires en France. "Il faut engager le débat avec nos concitoyens. Beaucoup attendent des autorités des mesures qui ne soient pas des mesurette", commente Jean-Claude Pons, maire de Luc-sur-Aude. Car l'édile en est persuadé : "C'est de nos communes, institutions de proximité par excellence, que doit venir le signal de mobilisation. Une majorité de nos concitoyens y sont favorables, ils font part de leur inquiétude et attendent des solutions".

## AMBASSADEURS DE L'URGENCE

C'est pourquoi certains maires sont même allés jusqu'à faire entendre leur voix lors de la COP 26 qui se tenait à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre dernier. Ainsi, représentant "Cités Unies France", association qui regroupe les collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale, la nouvelle maire de Poitiers, Léonore Moncond'huy l'a clairement rappelé : "Le changement climatique est une crise mondiale qui ne peut trouver de solution que dans une réponse globale. Mais la mise en œuvre des actions qui permettront de respecter ces engagements dépend des collectivités, elles sont conduites à l'échelle locale, parce qu'elles relèvent des compétences des collectivités : mobilité, rénovation énergétique, développement des énergies renouvelables...". Et elle ajoute : "élus de terrain très proches des gens, on peut plus facilement être des ambassadeurs de l'urgence d'agir pour l'écologie et changer le comportement des habitants". Une conviction partagée depuis des années par Gilles Pérole, adjoint au maire de Mouans-Sartoux. À l'occasion des Glasgow City Chambers de la COP 26, l'élu a interpellé les dirigeants internationaux avec ses mots d'élu local : "Il faut que les gouvernements soutiennent l'innovation sur les territoires et laissent aux collectivités les capacités financières de mettre en place des actions de lutte contre le réchauffement climatique". Et de souligner au passage : "Le changement viendra des territoires car on n'a pas à subir la puissance des lobbys derrière nous". Il est vrai qu'en ce domaine, sa commune fait partie des pionnières puisqu'elle sert des repas 100 % bio dans les cantines de ses écoles depuis plus de 10 ans. "Notre commune est la seule ville de France où les enfants mangent 100 % bio, de 0 à 15 ans. C'est bon pour leur santé et pour celle de notre climat", se félicite Gilles Pérole.



**“Le changement viendra des territoires car on n’a pas la puissance des lobbys derrière nous.”**

**Gilles Pérole,**  
Adjoint au maire de Mouans-Sartoux



## LES HABITANTS PARTIE PRENANTE

À quelque 500 kilomètres de Mouans-Sartoux, à Luc-sur-Aude (246 habitants), le premier magistrat de la commune, Jean-Claude Pons, estime que “les maires ont un rôle essentiel à jouer car ce sont eux qui maîtrisent l’espace communal pour y développer les énergies renouvelables et favoriser l’éco-construction pour faire face au changement climatique”. Sa commune est même allée très loin en ce domaine en lançant, il y a trois ans, le premier parc solaire citoyen et non commercial de l’Hexagone. Une souscription réalisée auprès de la population a permis de récolter plus de 280 000 euros en une dizaine de jours seulement. Et aujourd’hui, grâce à cette centrale électrique alimentée par des panneaux photovoltaïques, le village est autonome en énergie, permettant d’alimenter en électricité les 90 familles de la commune, par ailleurs actionnaires du projet. Preuve que même un petit

village peut mener avec succès un projet énergétiquement durable et économiquement rentable. Le maire explique la réussite de cette opération par l’importance qu’il a tenu à donner non seulement aux rapports avec la population, mais aussi à la nécessité d’associer directement les habitants à ce projet. Jean-Claude Pons se souvient de cette habitante âgée de 83 ans, venue le voir pour lui expliquer pourquoi elle souhaitait être associée au projet : “Elle m’a confié qu’elle désespérait de ne rien pouvoir faire face au changement climatique quand elle regardait les informations à la télé. Mais quand elle a su que notre commune comptait agir en ce domaine, alors elle m’a dit : ‘là, cela se passe dans mon village et donc je peux agir !’”. “C’est le rôle du maire d’expliquer aux habitants ce qu’ils peuvent faire à leur niveau pour que des mesures locales concrètes voient le jour”, conclut-il.

## NÉCESSAIRE EXEMPLARITÉ MUNICIPALE

“Les élus, quels qu’ils soient, ont effectivement un rôle d’exemplarité et de démonstrateurs en matière de protection de l’environnement et de lutte contre le dérèglement climatique”, estime aussi Michel Maya, maire de Tramayes, petite commune de Saône-et-Loire comptant un peu plus de 1 000 habitants. “Nous avons le devoir de faire évoluer nos collectivités territoriales en matière environnementale, et cela nous pouvons le faire avec un service minimum ou au contraire de façon très volontaire sachant que le bon curseur se situe souvent entre les deux extrêmes”. Ancien enseignant à l’École nationale supérieure d’arts et métiers (Ensam), Michel Maya est à la tête de sa commune depuis 1995. Depuis, il ne ménage pas sa peine pour mener sa ville dans la voie de la transition écologique avec succès. De la création, en 2006, d’un réseau de chaleur alimenté par une chaudière biomasse, qui chauffe tous les bâtiments municipaux, à la rationalisation de l’éclairage public, en passant par la rénovation thermique des bâtiments communaux, la commune est parvenue, en l’espace de 10 ans, à diviser sa consommation d’électricité par 3,5. “À ce jour, Tramayes est la seule commune de France de plus de 1 000 habitants qui ne consomme que l’énergie renouvelable pour ses bâtiments communaux et son éclairage public”, se félicite le maire. “Cependant, prenant conscience que la rénovation par étape n’est pas suffisamment performante, aussi bien du point de vue financier que du point de vue écologique, nous nous sommes engagés dans une démarche de rénovation globale”, poursuit-il. “Par exemple, dans le cadre de

**“L’espace le plus légitime pour agir dans le domaine de la transition écologique, c’est bien la commune.”**

**Jean-Claude Pons,**  
maire de Luc-sur-Aude



© DR

notre projet de regroupement scolaire, nous avons prévu aussi bien la rénovation globale d'un bâtiment existant que la construction à neuf de bâtiments à énergie positive". Il y a quelques jours, le maire inaugurerait une ancienne gendarmerie transformée en logement collectif alimentée par une installation photovoltaïque. Pour l'heure, la commune s'attelle déjà à de nouveaux projets : rénovation de son ancienne école élémentaire pour la création d'une école d'enseignement supérieure en économie sociale et solidaire, transformation d'un ancien hôpital pour y créer des logements dédiés aux seniors, une micro-crèche ainsi qu'une laverie communale. Le tout accompagné de la création d'un jardin verger conservatoire et des plantations de haies pour un cheminement pédestre, sans oublier la collecte d'eau de pluie pour l'arrosage des espaces fleuris.

### ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

Reste que, par-delà l'énergie qu'ils sont capables de déployer, nos près de 35 000 maires de France doivent

aussi composer avec leur environnement institutionnel, coincés entre le marteau et l'enclume, à savoir l'État et l'intercommunalité. "D'un côté, l'État dispose d'un double pouvoir : la carotte et le bâton. La carotte quand il apporte des subventions ou encore fait voter des lois incitatives favorisant, par exemple, le développement des énergies renouvelables", expose Michel Maya. Mais le bâton aussi, "essentiellement réglementaire, comme la réglementation énergétique RE2020 qui va nous contraindre vers plus de performances dans l'habitat". De l'autre côté, les communes sont soumises au pouvoir croissant de l'intercommunalité consacré par la loi NOTRe de 2015. Et là, tout dépend alors des contextes locaux. "Si l'ensemble des élus communaux est convaincu que l'enjeu écologique est important et qu'il est de leur devoir d'agir, cela peut donner de très bons résultats en matière d'action environnementale", explique le maire de Tramayes. Mais il souligne qu'"à l'inverse, l'inertie d'un conseil com-

**“En tant que maires, nous avons le devoir de faire évoluer nos collectivités territoriales en matière environnementale.”**

**Michel Maya,**  
maire de Tramayes



© DR



© Christophe Robert

munautaire peut constituer un réel frein lorsque les élus n'osent pas affirmer leurs engagements environnementaux”.

## LES MAIRES RURAUX EN TÊTE

“Avec les campagnes, les villes peuvent réussir la transition écologique”, vient utilement de rappeler l'Association des maires ruraux de France (AMRF), prenant soin de souligner que “grâce aux ressources naturelles des collectivités rurales, les objectifs peuvent être atteints”. “À l'heure de la COP 26 et ses impasses dans la volonté des pays, l'AMRF appelle à la construction d'une ambition nationale sur le développement des énergies renouvelables et à définir une grande stratégie publique”, a fait savoir l'association. Cette nouvelle voie salvatrice nécessiterait cependant de “rendre aux territoires ruraux la prise en main de la souveraineté énergétique”, souligne Michel Fournier, président de l'AMRF. Selon lui, “si déjà de très nombreux élus ont ouvert la voie, l'État et le Parlement doivent donner des signaux forts pour attester de la confiance faite aux collectivités rurales”. Clôture du Congrès de l'Association des maires de France (AMF), le 18 novembre à Paris face au président de la République, André Laignel, maire d'Issoudun et premier vice-président délégué de l'AMF, a résumé de son côté en quelques mots ce que pensent aujourd'hui la plupart des maires : “Nous avons tant à dire sur l'indispensable transition écologique que nous devons tous préparer et qui passera par des solutions concrètes et de proximité dans nos communes”. Mais le maire de l'Indre a surtout insisté sur un point : “Sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres, nous

## ZÉRO DÉCHET À ROUBAIX

Dans son dernier ouvrage *La France des possibles*, Jean Dumonteil présente plusieurs initiatives locales pour construire un territoire durable. Dont l'expérience de Roubaix avec son programme “Zéro déchet”. Extrait :

“Le programme roubaisien Zéro déchet a été lancé en 2015 avec une centaine de familles volontaires pour réduire de 50 % leur production de déchets en un an. Quatre ans plus tard, 500 familles étaient impliquées dans cette démarche. Elles sont équipées de balances pour mesurer l'évolution de leur production d'ordures ménagères et participent à des ateliers pratiques où on apprend à réduire son volume de déchets non recyclés. (...)”

Le Zéro déchet a été étendu à l'ensemble des écoles avec une gestion écoresponsable des fournitures scolaires. Dans les crèches municipales, on a changé de méthode de nettoyage. Les produits détergents industriels ont laissé la place au vinaigre blanc, au bicarbonate de soude et au savon noir.”

avons moins besoin d'une avalanche de normes tatillonnes que de dialogue, de négociations, de construction commune”. À bon entendeur. ■



## QUAND NOS VOISINS MONTRENT L'EXEMPLE



### HEIDELBERG (Allemagne)

Avec son château du XIII<sup>e</sup> siècle et ses ruelles typiques, Heidelberg figure parmi les villes les plus touristiques d'Allemagne. La municipalité a déjà décidé d'en interdire l'accès aux voitures la journée. 80 % des déplacements se font donc à pied, à vélo ou en transport en commun. Résultat, le centre-ville est devenu beaucoup plus agréable, avec moins de CO<sub>2</sub>. Dans cette région industrielle qui abrite les sièges sociaux de Mercedes et Porsche, la municipalité

souhaite faire de cette ville un laboratoire pour montrer comment le pays peut réussir un tournant écologique. "On va bientôt recevoir le premier camion poubelle roulant à l'hydrogène, on est en train de changer notre flotte", se réjouit Raoul Schmidt-Lamontain, responsable de la politique climat de la ville.



### SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE (Espagne)

À Saint-Jacques de Compostelle, c'est un projet baptisé Tropa Verde, qui sensibilise les habitants à la nécessité de trier leurs déchets. Une plateforme Internet leur permet d'obtenir des bons d'échange ou des récompenses lorsqu'ils effectuent des dépôts dans les points de collecte. Organisée dans le cadre du programme UrbAct, cette opération réunit aujourd'hui cinq autres communes par delà les frontières : Pavlos Melas (Grèce),

Guimaraes (Espagne), l'Agglomération d'Opole (Pologne), Budapest (Hongrie) ainsi que la Métropole Nice Côte d'Azur (France).

**LE JAS**

LE JOURNAL  
DES ACTEURS  
SOCIAUX

Pour suivre l'actualité avec un regard sans concession, abonnez-vous au JAS !



**Journal des Acteurs Sociaux**  
13, boulevard Saint-Michel - 75005 Paris  
Tél. : 01 53 10 24 10 - Fax. : 01 53 10 24 19

**www.lejas.com**

## DES CHIFFRES ET DES FAITS

**Régulièrement, les médias se font l'écho de chiffres et de faits témoignant de la nécessité d'agir face à l'urgence climatique. Revue de presse.**

### CHIFFRES

- **“ En France, un habitant sur quatre vit désormais dans une zone inondable ”** (*L'Obs*, 28/10/21)
- **“ Top 10 des plus gros pollueurs de l'histoire : États-Unis, Chine, Russie, Brésil, Indonésie, Allemagne, Inde, Royaume-Uni, Japon, Canada ”** (*Le Point*, 21/10/21)
- **“ Le nombre de catastrophes naturelles a été multiplié par cinq ces cinquante dernières années ”** (*Courrier international*, 28/10 – 03/11)
- **“ 400 millions de personnes sont privées d'accès à l'eau potable en Afrique subsaharienne ”** (*Le Monde*, 07/10/21)
- **“ 10 tonnes de plastique produites chaque seconde dans le monde ”** (*Le Point*, 21/10/19)
- **“ 99,9 % des 98 125 études climatiques publiées depuis 2012 font de l'activité humaine la première responsable du réchauffement climatique, de la multiplication des événements extrêmes et de la fonte des calottes glaciaires ”** (*Le Point*, 28/10/21)

### FAITS

- **“ À Auxerre, la naissance d'un écosystème de mobilité hydrogène ”**: La communauté d'agglomération de l'Auxerrois a inauguré la plus grande station de H2 décarboné de France pour alimenter ses bus (*Le Monde*, 19/10/21)
- **“ Automobile : le modèle électrique est en train de devenir la norme ”** (*Le Figaro*, 22/10/21)
- **“ La lente asphyxie de la Mar Menor, écosystème unique ”**: La lagune salée de la région de Murcie en Espagne, est contaminée par les tonnes d'engrais rejetées par l'agriculture (*Le Monde*, 27/10/21)
- **“ Un premier contrat pour le futur avion électrique d'Aura Aéro ”**: La jeune pousse toulousaine a signé avec le loueur d'avions Amedeo pour 200 exemplaires de son avion électrique (*Les Echos*, 21/10/21)
- **“ En Inde, Majuli dévorée par les eaux ”**: L'île fluviale du nord-est du pays devrait disparaître d'ici à 2030, sous l'effet du réchauffement climatique (*Le Monde*, 09/11/21)
- **“ Hydrogène vert : le cap de 2030 ”**: La France entend devenir “le leader mondial” de l'hydrogène renouvelable. Celui-ci devrait prendre une part importante dans le nouveau mix énergétique (*Les Echos*, 27/10/21)
- **“ Le boom de la finance responsable ”**: Les sommes placées en fonds “éthiques”, ceux qui revendiquent un impact positif sur l'environnement, explosent. D'autant que leurs performances financières sont au rendez-vous (*L'Obs*, 07/10/21)